
Compte rendu de la CAP des Contrôleurs du Travail

30 septembre 2015

1. DECLARATION PREALABLE DES ELUS CGT-TEFP

Monsieur le DRH,

Nous constatons, comme lors de la CAP précédente, que les droits de nos collègues contrôleurs du travail sont à nouveau bafoués, et en premier lieu leur droit à mutation. En tout, six régions n'ont aucun poste ouvert ! Les contrôleurs et les secrétaires administratifs sont mis en concurrence les uns avec les autres : 62 postes sont proposés aux CT comme aux SA. Il ne reste que 110 postes vacants, puisqu'un certain nombre ont déjà été attribués lors de la CAP des IT, et d'autres sont retirés. Parmi ceux-là 56 sont réservés à l'infra régional ! Une règle qui repose sur un « sureffectif » construit de toute pièce et que la CGT n'a eu de cesse de dénoncer. Par exemple le Bas Rhin soit disant en sureffectif de sept postes à la dernière CAP, ouvre désormais le même poste à la vacance nationale. Des postes déclarés vacants et non pourvus lors de la CAP d'avril disparaissent de la vacance, comme celui du 42 : que sont-ils devenus ? Par exemple le poste du Finistère, ou encore du Vaucluse, qui étaient non pourvu. Alors même que Le Ministère nous avait expliqué que le projet Ministère Fort conduisait contrôleurs et inspecteurs à occuper les mêmes postes, nous constatons qu'il n'en est rien, DIRECCTE et RUT sont nombreux à ouvrir des postes pour les IT en CAP, sans les ouvrir pour les CT. C'est ce que nous montre le tour des régions : c'est le cas en Saône et Loire, où les OS vous ont adressé un courrier demandant l'ouverture des postes en section de Chalon à tous les agents de contrôle. En Aquitaine une pétition intersyndicale circule depuis juillet : il manque quatre agents. Pourtant, aucun poste n'est proposé à cette CAP. Dans le département de la Savoie, sur le site détaché d'Albertville, il manque deux postes d'agents de contrôle non déclaré vacants... Et cette liste est loin d'être exhaustive.

Examen professionnel

Nous sommes toujours sans nouvelles du devenir des 20 collègues inscrits à l'examen pro, non mis en œuvre en 2014 bien que prévus par les textes, pour le passage en hors-classe. Qu'en est-il des postes promis pour les examens de 2014 et 2015 ?

EPIT

Quant à l'EPIT, nous vous avons interpellé sur les conditions de déroulement de l'examen, sans réponse favorable à ce jour : chaque DIRECCTE fait à sa sauce pour le déroulement de l'examen et la prise en charge des frais. De plus, une partie des oraux sont calés en plein dans les vacances scolaires, au détriment de la vie familiale des collègues.

Le calendrier avance, et nous sommes sans réponse quant au devenir des contrôleurs qui ne deviendront pas inspecteur, le « stock résiduel », les laissés pour compte de l'extinction du corps de contrôleur du travail à laquelle la CGT s'est opposé depuis le début. Nous continuons de réclamer pour tous les CT qui le souhaitent, le passage en inspecteur du travail, et le maintien des collègues qui ne souhaitent pas devenir IT sur leur poste. Nous attendons une réponse de votre part.

Nous demandons au Ministère qu'il donne des instructions claires aux DIRECCTE et aux RUT : tous les postes vacants doivent être déclarés. Les postes en section doivent être ouverts aux CT comme aux IT. C'est la condition pour permettre aux collègues d'exercer leur droit à mutation garanti par nos statuts.

Par ailleurs, cette CAP s'ouvre dans un contexte particulièrement dégradé où le statut, le code du travail, la réforme territoriale, viennent mettre en danger nos missions de service publics et les agents qui les mettent en œuvre. 10 % de suppression d'effectifs sur 5 ans, 192 encore à venir ! A cette hécatombe vient donc désormais s'ajouter de nouvelles attaques contre notre statut (PPCR)

1. la vague de suppression de postes continue de s'abattre sur nos services, et notamment en UR avec la **réforme territoriale**, ou l'objectif très clair est de tailler dans les effectifs : c'est ce que laissent apparaître les « macros organigrammes » que nous avons eu tant de mal à obtenir dans les services. Vous laissez les agents concernés dans une grande inquiétude, particulièrement anxiogène et source de risques psycho-sociaux, avec des allures d'injonctions contradictoires qui ressemblent comme deux gouttes d'eau aux pratiques que nos services combattent dans le privé. A tel endroit on dit aux agents: il va falloir repostuler rapidement sur vos postes. Les agents demandent : suivant quelles modalités, est ce que tout le monde va devoir repostuler ? Réponse des DIRECCTE : on ne sait pas !

A trois mois de la mise en œuvre de la réforme, des agents ne savent toujours pas si oui ou non, leur poste sera supprimé, si oui ou non, leur poste va être transféré dans une autre ville. C'est inacceptable, et nous continuons d'exiger le maintien de tous les postes et de tous les effectifs.

2. Quant aux services de renseignements, eux aussi sont de plus en plus fragilisés menacés, victimes de l'extinction du corps de contrôleur... Alors que la demande sociale ne faiblit pas, des groupes de travail sont convoqués comme dans le Nord Pas de Calais Picardie, et en Languedoc Roussillon-Midi Pyrénées, dont l'objet est d'organiser les mutualisations de service ! Dans ces régions, une plateforme téléphonique régionale de renseignements est en réflexion, au mépris de la réalité de ce métier qui allie une connaissance des entreprises d'un département avec un renseignement en droit du travail de qualité.

Nous sommes pour le maintien intégral des services de renseignements, qui ont besoin de postes et d'effectifs, et qui assurent une mission de service public essentielle pour le système d'inspection du travail !

1. Par-dessus tout, la politique d'austérité continue avec la poursuite du gel du point d'indice.

Face à un gouvernement aussi déterminé à détruire les droits des travailleurs du privé comme du public, la CGT appelle l'ensemble des agents à participer aux grèves et manifestations interprofessionnelles qui auront lieu le 8 octobre prochain contre la politique d'austérité et le 16 octobre à Annecy pour la condamnation de TEFAL et la relaxe de notre collègue et du lanceur d'alerte !

2. REPONSES DE LA DIRECTION

Sur l'examen de passage en hors classe :

Déficit de 2014 compensé par le nombre proposé pour les années 2015/2016/2017, l'administration espère qu'aucun agent ne sera lésé en cas de départ en retraite durant cette période.

Il s'agit d'un sujet que la CGT a insisté pour traiter à chaque CAP depuis janvier 2014. L'administration a enfin cédé et organisé les concours. Mais le rattrapage sur 3 ans est préjudiciable aux fins de carrière.

Epit :

Prise en charge des frais : un examen au cas par cas aura lieu pour le remboursement. Un courriel doit être envoyé à tous les agents ce jour.

Suite à la réunion de début septembre sur l'avancement (groupe de travail avec toutes les organisations syndicales du ministère), voilà ce qui est décidé : un taux de 15% à partir de 2017 pour le ratio promu / promouvables (en 2016 il reste à 10%).

C'est un simple retour à la situation antérieure.

Les prévisions sur le « stock résiduel » de CT à la fin de l'EPIT sont toujours de 800 contrôleurs en 2019 et 318 en 2022. La direction n'a aucune solution à proposer à ce stade.

Il s'agit de chiffres basés sur des prévisions de départs en retraite, de promotions au choix et de départs du ministère. Ils sont sans doute erronés car ne prennent pas en compte le recul de l'âge de départ en retraite.

Les effectifs baisseront bien de 192 postes l'année prochaine.

Le CTM doit statuer sur le classement des corps (catégorie C, SA et attachés) dans le RIFSEEP. Les travaux sur les autres corps ont commencé : 2016 connaîtra eut être 2 systèmes en matière de primes.

Les Direcctes doivent remonter les postes qu'ils souhaitent mettre à la vacance et pour qui. C'est l'administration qui étudie les dossiers et qui décide qui doit avoir le poste si plusieurs corps sont concernés.

Il n'est pas question d'ôter aux DIRECCTE leur pouvoir de décider de mettre les postes à la vacance ou de les flécher.

3. TABLEAU DES MUTATIONS

Poste	N° Vœux	Nom	Prénom	Candidat retenu	Commentaire / Vote
Alsace					
Bas-Rhin (67) Renseignements	1	Creutz	Vincent	Creutz Vincent	
Auvergne					
UR (63) Responsable logistique	2 1 1	Morey Pelegry Vignal	Jeremy Christine Brigitte	Vignal Brigitte	
UR (63) Programmeur	2	Pelegry	Christine	Pelegry Christine	
Centre Val de Loire					
Indre et Loire (37) Section	Pas de candidat-e-s			POURVU PAR UN IT	
Loir et cher (41) Section	2 1	Chambert Nguyen	Romain Monique	POURVU PAR UN IT	
Loir et Cher (41) G accès emploi	3 2	Cherrier Nguyen	Céline Monique	Nguyen Monique	
Eure et Loire (28) Section	1	Moreau	Stéphane	Moreau Stéphane	
Loir et cher (41) - 2 postes Section	Pas de candidat-e-s				
Loir et cher (41) G administratif/financier					
Loiret (45) G IAE					
Champagne Ardennes					
Ardennes (08) Section	Pas de candidat-e-s				
Aube (10) Section					
Marne (41) Section					
Corse					
Corse du Sud (2A) Renseignements	1 1 2	Correau-Renaud Bentounssi Thérouanne	Corinne Vincent Sylvie	Bentounsi Vincent	
Corse du Sud (2A) Section	2	Correau-Renaud	Corinne	Correau Renaud Corinne	au 1er mars 2016

Franche Comté				
Doubs (25) URACTI	1	Baussart	Dimitri	Baussart Dimitri
	1	Kuntz	Christine	
	1	Lanco	Julien	
Hauts de Saone (70) Agric (section)	1	Ducray	Sylvie	Ducray Sylvie
	2	Leriche	Benoit	
	1	Morey	Jeremy	
Ile de France				
UR SRC	Pas de candidat-e-s			
UR G politiques de l'emploi				
Paris (75) MOE				
Essonne (91) URACTI				
Hauts de Seine (92) Section				
UR 11 postes				
Paris (75) Section	1	Penfornys	Merryl	Penfornys Merryl
Paris (75) URACTI	1	Bourras	Karim	Bourras Karim
Seine et Marne (77) 4 postes	Pas de candidat-e-s			
Yvelines (78) 3 postes				
Essonne (91) Section				
Hauts de Seine (92) 4 postes				
Seine Saint Denis (93) Section	1	Souadji	Abdanacer	Souadji Abdanacer
Val de Marne (94) Section	1	Henry	Henriette	Henry Henriette
Val d'Oise (95) Section	Pas de candidat-e-s			
Languedoc Roussillon				
UR (34) G FSE	2	Berkaoui	Mourad	Morcet Sandra
	3	Morcet	Sandra	
Aude (11) Renseignements	2	Bataoui	Kamel	Bataoui Kamel
	4	Morcet	Sandra	
	2	Ombret	Jean-Michel	
	2	Simonet	Renaud	

Hérault (34) Renseignements	3 1 2 1 2	Bentounssi Berkaoui Lassalle Morcet Teuillière	Vincent Mourad Nadine Sandra Joëlle	Berkaoui Mourad	Au 1er juin 2016
Hérault (34) - Béziers Section	3 4 1 1 2	Bataoui Berkaoui Castanier Dramé Morcet	Kamel Mourad Alain Mame Sandra	Dramé Mame Babacar	
Lozère (48) - 2 postes	Pas de candidat-e-s				
Pyrennées Orientales (66) Renseignements	4 3 2 1 1 5	Bataoui Berkaoui Castanier Deltombre Ibarz Morcet	Kamel Mourad Alain Monique Nicolas Sandra	Ibarz Nicolas	
Lorraine					
Moselle (57) Renseignements	1	Ludmann	Anne	Ludmann Anne	
Midi Pyrenées					
Hautes Pyrenées (65) Renseignements	1 1 1 1	Drean Papillon Payrau Ploniato	Vanessa Isabelle Michel Eric	Payrau Michel	
Haute Garonne (31) Section	1 1 1 1 1	Abadie Bataoui Nickler Ombret Simonet	Jennifer Kamel Luc Jean-Michel Renaud	Abadie Jennifer	
Nord Pas de Calais					
Nord - Valenciennes (59) G insertion pro	1	Ducloy	Isabelle	Non pourvu	ré-étudié à la CAP de décembre
Nord (59) Renseignements	1	Bouche	Edouard	Bouche Edouard	
Nord - Douai (59) Renseignements	1	Drici	Kamel	Drici Kamel	
Pas de Calais (62) Section	1	Carlier	Julie	Carlier Julie	
Basse Normandie					
Calvados (14) SRC	1 1	Deschamphelere Houssin	Olivier Guillaume	Deschamphelere Olivier	M. Houssin p-ê un poste en décembre
Pays de la Loire					
UR (44) G FSE	3	Parpaleix	Julie	Parpaleix Julie	

UR (44) SRC	1 5	Naulin Parpaleix	Isabelle Julie	Naulin Isabelle	
Loire Atlantique (44) Renseignements	1 3 2 1	Lassalle Ludmann Parpaleix Roche	Nadine Anne Julie Albane	Lassalle Nadine	
Sarthes (72) - 3 postes	Pas de candidat-e-s				
Vendée (85) Renseignements	2 1	Ludmann Parpaleix	Anne Julie	Plus de candidat	
Picardie					
UR (80) G RH	Pas de candidat-e-s				
Oise (60) G IAE					
Somme (80) Ressource méthode					
Poitou Charentes					
Charente Maritime (17) Renseignements	1 3 1 6 1	Kieffer Lassalle Lecomte Parpaleix Pledel	Laurent Nadine Martine Julie Sylvie	Lecomte Martine	
PACA					
UR (13) G dispositifs emploi	2 3	loulalalen Katic	Pierre Branislava	loulalalen Pierre	
Alpes Maritimes (06) Renseignements 2 postes	1 2 3 1	Cadeddu Djaouti Katic Vivier	Josiane Djouher Branislava Françoise	Cadeddu Josiane Djaouti Djouher	
Bouches du Rhône (13) Renseignements 2 postes	1 1 1 1	Djaouti loulalalen Katic Teullière	Djouher Pierre Branislava Joëlle	Katic Branislava Teullière Joëlle	
UR (13) G budget Emploi	Pas de candidat-e-s				
Bouches du Rhône (13) Renseignements	1	Djaouti	Djouher	Plus de candidat	
Bouches du Rhône (13) MOE	3	loulalalen	Pierre	Plus de candidat	
Var (83) - 2 postes	Pas de candidat-e-s				
Rhône Alpes					
Rhône (69) URACTI	1	Chambert	Romain	Chambert Romain	

Ain (01)	1	Leriche	Benoit	Pourvu par un SA	Vote Leriche: 2 pour, 4 abst (CGT), Adm. contre
G mesures emploi	5	Vigneron	Viviane		
Isère (38)	1	Lieffroy	Annie	Michel Dominique	
Section - Vienne	1	Michel	Dominique		
Isère (38)	1	Remy	Nathalie	Remy Nathalie	
Isère (38)	2	Remy	Nathalie	Plus de candidat	
Isère (38)	Pas de candidat-e-s				
Isère (38)	3	Remy	Nathalie	Plus de candidat	
Rhône (69)	2	Lieffroy	Annie	Lieffroy Annie	
Section	1	Vigneron	Viviane		
Rhône (69)	1	Burguiere	Claire	Cherrier Céline	
IAE	1	Cherrier	Céline		
	2	Vigneron	Viviane		
Rhône (69)	2	Bentounssi	Vincent	Blanc Corinne	
Renseignements	1	Blanc	Corinne		
	3	Teuilière	Joëlle		
	4	Vigneron	Viviane		
Rhône (69)	2	Burguiere	Claire	Pourvu par SA	
Mut éco	2	Cherrier	Céline		
	3	Vigneron	Viviane		
Savoie (73)- Albertville	3	Kuntz	Christine		
Section - RETIRE					
Haute Savoie (74)	Pas de candidat-e-s				
Section/renseignements					
Outre Mer					
Guadeloupe (971)	2	Baccarard	Roselyne	Couchy Guicheron Leslie	
Section	1	Bart	Murielle		
	1	Clamy	Diana		
	1	Couchy-Guicheron	Leslie		
	1	Nuissier	Isabelle		
	1	Sagne	Sylvie		
	1	Segor	Régine		
	2	Pousseau	Lydie		
Martinique (972)	1	Baccarard	Roselyne		
Informatique expert niv.2	1	Lirus Belliard	Valérie		
	3	Pousseau	Lydie		
Réunion (974)	2	Deltombre	Monique	Non pourvu	Infra
Mut éco	1	Lerat	Victor		
	1	Pousseau	Lydie		
	2	Thérouanne	Sylvie		

Mayotte (976)- 2 postes Renseignement	1	Manguer	Michel	Manguer Michel	
	1	Nurit	Jean-Paul	Nurit Jean-Pierre	
Mayotte (976) - 2 postes Section	3	Nurit	Jean-Paul	POURVU PAR UN IT	
	1	Prime	Anne-Marie		
Mayotte (976) SRC	2	Didon	Maurice	Didon Maurice	
	2	Manguer	Michel		
	2	Nurit	Jean-Paul		
Mayotte (976) URACTI - NON LIBERE	1	Didon	Maurice		
	4	Nurit	Jean-Paul		
DGT / INTEFP					
DGT Chargé systèmes d'info	1	Penavaire	Fabienne	Penavaire Fabienne	
CIF Nantes (44) Assistant de formation	1	Arion	Marylène	Arion Marylène	
	1	Denis-Bouyer	Fabienne		
	1	Langelot	Lise		
	4	Parpaleix	Julie		
	1	Roche	Albane		

Les mutations différées ont fait l'objet d'après négociations...

Prochaine CAP de mutation début décembre.

N'hésitez pas à joindre vos élus CGT :

Joëlle DE VEYLDER (UT de l'Hérault) : joelle.de-veylder@direccte.gouv.fr

Florence LANDOIS (UT de l'Isère) : florence.landois@direccte.gouv.fr

Louise FASSO - MONALDI (UT de Paris) : louise.fasso-monaldi@direccte.gouv.fr

Kevin CREPIN (UT de la Somme) : kevin.crepin@direccte.gouv.fr